

Contribution de la banque mondiale à l'indépendance économique de la RDC (2014–2024) : une analyse empirique

World bank contribution to the economic independence of the DRC (2014–2024): an empirical analysis.

Auteur 1 : MFELE MUKOKO Glodieu,.

Auteur 2 : MANGALA MESA Blaise,.

Auteur 3 : MALANGU KADIMA Toussaint,.

Auteur 4 : SALUMU SELEMANI Jean-Luc,.

Auteur 5 : NDONA MWAM TOUM Donatien,.

MFELE MUKOKO Glodieu, Enseignant/Chercheur
ORCID 0009-0008-3315-765X
Université Pédagogique Nationale
République démocratique du Congo

MANGALA MESA Blaise, Enseignant/Chercheur
Auditeur en Fiscalité
Université Pédagogique Nationale
République démocratique du Congo

MALANGU KADIMA Toussaint, Enseignant/Chercheur
Doctorant en économie monétaire et internationale
Université Pédagogique Nationale
République démocratique du Congo

SALUMU SELEMANI Jean-Luc, Enseignant/Chercheur
Doctorant en économie monétaire et internationale
Université Pédagogique Nationale
République démocratique du Congo

NDONA MWAM TOUM Donatien, Enseignant/Chercheur
Auditeur en Gestion des Ressources Humaines
Université Pédagogique Nationale
République démocratique du Congo

Déclaration de divulgation : L'auteur n'a pas connaissance de quelconque financement qui pourrait affecter l'objectivité de cette étude.

Conflit d'intérêts : L'auteur ne signale aucun conflit d'intérêts.

Pour citer cet article : MFELE MUKOKO .G, MANGALA MESA .B, MALANGU KADIMA .T, SALUMU SELEMANI .J L & NDONA MWAM TOUM .D (2026) « Contribution de la banque mondiale à l'indépendance économique de la RDC (2014–2024) : une analyse empirique », African Scientific Journal « Volume 03, Num 36 » pp: 0506 – 0529.



DOI : 10.5281/zenodo.20478344

Copyright © 2026 – ASJ



Résumé

Cette étude analyse la contribution des interventions de la Banque mondiale à l'indépendance économique de la République Démocratique du Congo sur la période 2014–2024. Dans un contexte marqué par une forte dépendance extérieure, une faible diversification productive et des fragilités institutionnelles persistantes, l'objectif est d'évaluer l'effet de l'appui budgétaire, du service de la dette, de l'inflation et de la gouvernance sur l'autonomie économique du pays. L'étude mobilise une approche économétrique fondée sur un modèle OLS après vérification de la stationnarité des séries par le test de Dickey-Fuller augmenté (ADF). L'indépendance économique est mesurée à partir d'un indice composite intégrant la mobilisation des ressources internes, la dépendance à l'aide internationale et la diversification économique. Les données utilisées couvrent la période 2014–2024 et proviennent principalement de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international.

Les résultats montrent que l'appui budgétaire exerce un effet positif et significatif sur l'indépendance économique, tandis que le service de la dette et l'inflation produisent des effets négatifs. L'efficacité gouvernementale apparaît comme le principal déterminant positif de l'autonomie économique, confirmant le rôle central des institutions dans la transformation des ressources extérieures en développement durable.

Les résultats confirment partiellement la théorie de la dépendance tout en validant les approches institutionnalistes et conditionnelles de l'aide. L'étude met ainsi en évidence que l'efficacité des interventions internationales dépend fortement de la qualité de la gouvernance et de la stabilité macroéconomique.

Mots clés : *indépendance économique, Banque mondiale, appui budgétaire, gouvernance, dette extérieure, inflation, RDC.*

Abstract

This study analyzes the contribution of World Bank interventions to the economic independence of the Democratic Republic of Congo over the period 2014–2024. In a context characterized by strong external dependence, limited productive diversification, and persistent institutional fragilities, the study aims to assess the effects of budget support, debt service, inflation, and governance on the country's economic autonomy.

The study adopts an econometric approach based on an OLS model after testing the stationarity of the series using the Augmented Dickey-Fuller (ADF) test. Economic independence is measured through a composite index integrating domestic resource mobilization, dependence on international aid, and economic diversification. The data cover the period 2014–2024 and are mainly drawn from the World Bank and the International Monetary Fund.

The findings show that budget support has a positive and significant effect on economic independence, whereas debt service and inflation exert negative effects. Government effectiveness emerges as the main positive determinant of economic autonomy, highlighting the central role of institutions in transforming external resources into sustainable development outcomes.

The results partially confirm dependency theory while supporting institutionalist and conditional aid approaches. The study therefore demonstrates that the effectiveness of international interventions largely depends on governance quality and macroeconomic stability.

Keywords: *economic independence, World Bank, budget support, governance, external debt, inflation, DRC.*

Introduction

Dans les économies en développement caractérisées par une forte dépendance aux ressources extérieures, la question de l'indépendance économique occupe une place centrale dans les débats sur le développement. En République Démocratique du Congo (RDC), malgré l'abondance des ressources naturelles et le potentiel économique considérable du pays, l'économie demeure marquée par une faible diversification productive, une dépendance persistante aux exportations de produits primaires et une forte vulnérabilité aux chocs externes. Cette situation limite la capacité de l'État à financer durablement son développement à partir des ressources internes et renforce le recours aux financements internationaux.

Dans ce contexte, les institutions financières internationales, notamment World Bank, jouent un rôle important dans le financement du développement et l'accompagnement des réformes économiques. Entre 2014 et 2024, les interventions de la Banque mondiale en RDC ont principalement porté sur l'appui budgétaire, la réforme de la gestion des finances publiques, l'amélioration du climat des affaires et le renforcement de la gouvernance économique. Toutefois, l'impact réel de ces interventions sur l'autonomie économique du pays demeure largement débattu dans la littérature économique.

Les travaux récents sur l'efficacité de l'aide internationale mettent en évidence une tension théorique importante. D'une part, les approches critiques inspirées de la théorie de la dépendance soutiennent que les financements extérieurs peuvent renforcer les mécanismes de dépendance structurelle des économies africaines et limiter leur capacité d'autonomie économique. D'autre part, les approches institutionnalistes et conditionnelles de l'aide considèrent que les interventions internationales peuvent produire des effets positifs lorsqu'elles s'accompagnent d'une gouvernance efficace et de réformes structurelles adaptées (Burnside & Dollar, 2000 ; Acemoglu & Robinson, 2023).

Les travaux récents de Daron Acemoglu, James Robinson et Simon Johnson soulignent notamment que la qualité des institutions constitue un facteur déterminant de la performance économique et de l'autonomie des États (Acemoglu & Robinson, 2023 ; Acemoglu & Johnson, 2024). Selon cette approche, l'efficacité des politiques économiques et des interventions internationales dépend fortement de la capacité institutionnelle des pays bénéficiaires à transformer les ressources externes en développement durable.

Dans ce contexte, une interrogation centrale se dégage : *dans quelle mesure les interventions de la Banque mondiale ont-elles contribué au renforcement de l'indépendance économique de la RDC entre 2014 et 2024 ?* Cette question apparaît particulièrement pertinente dans un

environnement marqué par une forte dépendance extérieure, une instabilité macroéconomique persistante et des contraintes institutionnelles importantes.

L'objectif de cette étude est d'analyser empiriquement l'impact des interventions de la Banque mondiale sur l'indépendance économique de la RDC. Plus précisément, il s'agit d'évaluer l'effet de l'appui budgétaire, du service de la dette, de l'inflation et de la gouvernance sur la capacité du pays à renforcer son autonomie économique.

Cette recherche s'inscrit dans une posture épistémologique post-positiviste dans la mesure où elle cherche à expliquer les relations entre les interventions internationales et l'indépendance économique à partir de données empiriques observables. Le raisonnement adopté est de nature hypothético-déductive, consistant à confronter les enseignements théoriques relatifs à la dépendance économique, à la gouvernance et à l'efficacité conditionnelle de l'aide aux réalités observées en RDC. Le choix d'une approche quantitative se justifie par la volonté d'évaluer économétriquement l'influence des variables macroéconomiques et institutionnelles sur l'indépendance économique.

Pour atteindre ces objectifs, l'étude mobilise des séries temporelles couvrant la période 2014–2024. L'analyse repose sur un modèle OLS après vérification des propriétés économétriques des séries à l'aide du test de Dickey-Fuller augmenté (ADF). L'indépendance économique est mesurée à partir d'un indice composite intégrant la mobilisation des ressources internes, la dépendance à l'aide et la diversification économique.

La contribution de cette étude est double. D'une part, elle enrichit la littérature sur l'efficacité de l'aide internationale en analysant la relation entre interventions extérieures, gouvernance et autonomie économique dans le contexte congolais. D'autre part, elle apporte une contribution empirique originale à travers la construction d'un indice composite d'indépendance économique appliqué à la RDC.

Hormis l'introduction et la conclusion, cet article est structuré en trois sections. La première présente la revue de la littérature et le cadre théorique de l'étude. La deuxième expose la méthodologie de recherche. La troisième présente les résultats empiriques, leur analyse ainsi que la discussion théorique et empirique des résultats obtenus.

1. Revue de littérature

1.1. Clarification des concepts

L'analyse de l'indépendance économique repose sur un ensemble de concepts fondamentaux qu'il convient de clarifier.

L'indépendance économique désigne la capacité d'une économie à financer durablement son développement sans dépendance excessive aux ressources extérieures. Elle s'apprécie notamment à travers la mobilisation des ressources fiscales internes, la diversification de la structure productive et la réduction de la dépendance à l'aide internationale.

L'aide publique au développement, notamment celle fournie par des institutions telles que la Banque mondiale, regroupe l'ensemble des transferts financiers, techniques et institutionnels destinés à soutenir les économies en développement. Elle vise à renforcer la croissance, la réduction de la pauvreté et la mise en œuvre de réformes structurelles.

Les réformes économiques (Banque mondiale, 2022) correspondent à des changements de politiques et d'institutions visant à améliorer la croissance économique, la gestion des finances publiques et la qualité de la gouvernance. Dans le cadre des opérations de Development Policy Financing (DPF), ces réformes sont matérialisées par des "prior actions", c'est-à-dire des mesures spécifiques que les gouvernements doivent adopter avant le décaissement des financements.

De manière complémentaire, le Fonds monétaire international (2021) définit **les réformes structurelles** comme des changements institutionnels et réglementaires destinés à renforcer la stabilité macroéconomique, améliorer la soutenabilité de la dette et accroître la résilience économique à long terme.

Enfin, **la gouvernance** renvoie à la qualité des institutions, à la capacité de l'État à formuler et appliquer les politiques publiques, ainsi qu'au degré de transparence et de responsabilité dans la gestion des ressources publiques. Elle constitue un facteur déterminant dans la transformation de l'aide en résultats économiques.

1.1.2. Approche théorique

Cette étude s'inscrit principalement dans le cadre de **la théorie de la dépendance**, considérée ici comme **le cadre théorique central**. Développée par Andre Gunder Frank (1967) et approfondie par Fernando Henrique Cardoso (1979), cette approche postule que les économies périphériques sont structurellement insérées dans un système international inégalitaire qui limite leur capacité de transformation productive.

Dans ce cadre, les économies en développement, notamment celles riches en ressources naturelles, tendent à rester spécialisées dans les exportations primaires, ce qui renforce leur dépendance aux marchés internationaux et aux flux financiers externes. L'aide internationale peut alors jouer un rôle ambivalent : elle soutient la stabilisation macroéconomique tout en pouvant entretenir des mécanismes de dépendance structurelle.

Toutefois, cette relation n'est pas mécanique. Les travaux de Burnside et Dollar (2000) dans *Aid, Policies, and Growth* (American Economic Review) montrent que l'efficacité de l'aide dépend fortement de la qualité des politiques économiques et institutionnelles. Dans cette perspective, la gouvernance agit comme un mécanisme de transmission essentiel.

Ainsi, la présente étude articule la théorie de la dépendance avec l'approche conditionnelle de l'aide, en considérant que l'effet des interventions de la Banque mondiale sur l'indépendance économique dépend fortement de la qualité des institutions et de la structure productive de l'économie.

1.1.3. Approche empirique

La littérature empirique consacrée à l'efficacité de l'aide internationale et à l'indépendance économique des pays en développement présente des résultats contrastés, révélant une tension scientifique importante entre les approches optimistes de l'aide et les analyses critiques de la dépendance.

Une première catégorie de travaux considère que les interventions des institutions financières internationales peuvent favoriser la croissance économique, la stabilité macroéconomique et le renforcement des capacités institutionnelles. Dans cette perspective, Burnside et Dollar (2000) montrent que l'aide internationale produit des effets positifs lorsqu'elle est accompagnée de bonnes politiques économiques et d'un cadre institutionnel stable. Cette approche est prolongée par les travaux récents de Daron Acemoglu et Robinson (2023), selon lesquels la qualité des institutions constitue un facteur central dans la transformation des ressources externes en développement durable. De même, les rapports récents de la World Bank (2024) et du International Monetary Fund (2024) soulignent que la gouvernance, la stabilité macroéconomique et les réformes structurelles améliorent l'efficacité des interventions internationales dans les économies africaines.

Dans la lignée, les rapports récents du Programme des Nations Unies pour le Développement (UNDP, 2024) et de la Banque Africaine de Développement (AfDB, 2025) insistent également sur le rôle de la gouvernance et de la mobilisation des ressources internes dans la réduction de la dépendance extérieure des économies africaines.

Cependant, une seconde catégorie de recherches remet en cause cette vision optimiste de l'aide internationale. Les travaux critiques inspirés de la théorie de la dépendance soutiennent que les financements extérieurs peuvent renforcer les déséquilibres structurels des économies africaines et limiter leur autonomie économique. Easterly (2006) montre notamment que l'aide internationale souffre souvent de problèmes d'incitations, de mauvaise allocation des

ressources et de faible efficacité institutionnelle. Dans la même perspective, Dambisa Moyo (2021) considère que la dépendance prolongée à l'aide extérieure peut affaiblir les capacités institutionnelles des États africains et freiner la transformation productive des économies.

Les études empiriques récentes menées en Afrique subsaharienne mettent également en évidence des résultats contradictoires. Asongu et Nwachukwu (2022) montrent que les effets positifs de l'aide dépendent fortement de la qualité de la gouvernance et de la capacité institutionnelle des États bénéficiaires. À l'inverse, plusieurs travaux soulignent que dans les contextes marqués par une faible diversification économique, une forte dépendance aux ressources extractives et une instabilité macroéconomique persistante, l'aide internationale peut produire des effets limités sur l'autonomie économique à long terme.

Dans le cas spécifique de la République Démocratique du Congo, les recherches empiriques demeurent encore limitées et fragmentées. La plupart des études se concentrent soit sur l'efficacité de l'aide publique au développement, soit sur les questions de gouvernance et de stabilité macroéconomique, sans analyser directement la contribution des interventions de la Banque mondiale à l'indépendance économique du pays. De plus, peu de travaux mobilisent une approche économétrique fondée sur un indice composite d'indépendance économique intégrant simultanément la mobilisation des ressources internes, la dépendance à l'aide et la diversification productive.

Tableau 1. Synthèse des principaux travaux empiriques

Auteurs	Zone d'étude	Méthode	Résultats principaux
Burnside & Dollar	Pays en développement	Régression économétrique	L'aide est efficace sous bonne gouvernance
Easterly (2006)	Afrique et pays pauvres	Analyse critique	Limites structurelles de l'aide
Moyo (2021)	Afrique	Analyse institutionnelle	Dépendance prolongée à l'aide
Asongu & Nwachuku (2022)	Afrique subsaharienne	Panel économétrique	Gouvernance essentielle à l'efficacité de l'aide
World Bank (2024)	Afrique	Rapports institutionnels	Importance des réformes structurelles

Source : Auteur à partir de la littérature

Ainsi, la littérature empirique laisse apparaître un double débat scientifique. Le premier porte sur le caractère bénéfique ou dépendant des interventions internationales dans les économies africaines. Le second concerne le rôle exact de la gouvernance et des institutions dans la transformation de l'aide en autonomie économique durable. C'est dans cette perspective que s'inscrit la présente étude, qui cherche à analyser empiriquement la contribution des interventions de la Banque mondiale à l'indépendance économique de la RDC sur la période 2014–2024.

1.1.4. Différentes interventions de la Banque mondiale en RDC (2014-2024)

Tableau 2. Principales interventions de la Banque mondiale en RDC (2014-2024)

Période	Principales interventions de la Banque mondiale	Montants approximatifs	Objectifs principaux
2014-2018	Réformes de gestion des finances publiques et gouvernance économique	Plusieurs programmes IDA	Renforcer la transparence budgétaire et la mobilisation des recettes internes
2020-2021	Programmes de résilience économique et sanitaire liés à la COVID-19	Financements d'urgence et soutien sanitaire	Soutenir la stabilité économique et sociale
2022	Programme de réformes de gouvernance économique (DPF)	250 millions USD	Réformes de finances publiques, gouvernance et transparence
2022	Transport et connectivité numérique	500 millions USD	Renforcement des infrastructures et de la connectivité
2023	Gouvernance économique et autonomisation sociale	900 million USD	Réformes structurelles et inclusion socioéconomique
2022-2024	Réformes structurelles et gouvernance des secteurs extractifs	Programmes DPF successifs	Amélioration de la gouvernance économique et gestion des ressources minières

Source : Auteur à partir des rapports de la Banque mondiale (2022-2025)

Ce tableau montre que les interventions récentes de la Banque mondiale en RDC se concentrent principalement sur la gouvernance économique, les réformes structurelles, la gestion des finances publiques et le renforcement des infrastructures. Toutefois, malgré l'importance des financements mobilisés, la question de leur contribution effective à l'indépendance économique de la RDC demeure largement débattue dans la littérature empirique.

2. Méthodologie

2.1. Positionnement épistémologique

Cette recherche s'inscrit dans une posture épistémologique post-positiviste dans la mesure où elle vise à expliquer les relations entre les interventions de la Banque mondiale et l'indépendance économique de la RDC à partir de données empiriques observables. L'approche post-positiviste reconnaît que les phénomènes économiques et institutionnels ne peuvent être appréhendés de manière parfaitement objective, mais qu'ils peuvent être analysés à travers des méthodes scientifiques rigoureuses fondées sur l'observation, la mesure et la vérification empirique.

Selon Carlos Kaninda (2023), la recherche scientifique contemporaine ne doit pas se limiter à une simple reproduction méthodologique, mais viser une construction critique et contextualisée du savoir scientifique adaptée aux réalités sociales et économiques africaines.

Le raisonnement adopté est de nature hypothético-déductive. À partir des enseignements théoriques relatifs à la dépendance économique, à la gouvernance et à l'efficacité conditionnelle de l'aide, l'étude confronte les propositions théoriques aux réalités observées en République Démocratique du Congo sur la période 2014–2024.

Le choix d'une approche quantitative se justifie par la volonté d'évaluer économétriquement l'influence des variables macroéconomiques et institutionnelles sur l'indépendance économique. Cette approche permet d'identifier les relations significatives entre les variables étudiées à travers les modèles économétriques mobilisés dans cette recherche.

2.2. Données

L'analyse repose sur des séries temporelles annuelles couvrant la période 2014–2024 pour la République Démocratique du Congo (RDC). Cette période est retenue en raison de la disponibilité homogène des données et de la continuité des interventions de la Banque mondiale dans le pays.

Les données proviennent de plusieurs sources institutionnelles, notamment :

- World Development Indicators (WDI)
- Worldwide Governance Indicators (WGI)

- Banque mondiale (Projects & Operations)
- Fonds monétaire international (IMF Country Reports)

2.3. Variables de l'étude

Tableau 3. Synthèse des variables de l'étude

Variabiles	Nature	Mesure/Indicateur	Source	Signe attendu
IE	Dépendante	Indice Composite d'Indépendance économique	Construction de l'auteur à partir des WDI	-
AB	Explicative	Présence d'un programme d'appui budgétaire (0/1)	Banque mondiale	+
SD	Explicative	Service de la dette extérieure (%exportation)	WDI	-
INFL	Explicative	Taux d'inflation annuel (%)	Banque mondiale	-
GE	Explicative	Indice d'efficacité gouvernementale	WGI	+

Source : Auteurs à partir des données WDI, WGI et FMI

2.3.1. Variable dépendante

L'indépendance économique (IE) constitue la variable dépendante. Elle est construite sous forme d'un indice composite normalisé à partir de trois dimensions :

- **mobilisation des recettes publiques (hors dons % du PIB) :** La mobilisation des recettes publiques (hors dons) désigne l'ensemble des ressources financières collectées par l'État, incluant les recettes fiscales et non fiscales, mais excluant les dons et l'aide extérieure. Elle mesure ainsi la capacité de l'État à financer ses dépenses publiques à partir de ressources internes.
- **dépendance à l'aide internationale (% du PIB ou du budget)**
- **diversification économique :** La diversification économique est mesurée à l'aide d'un indice de type Herfindahl construit à partir des parts de la valeur ajoutée des secteurs agricole, industriel et des services, issues des World Development Indicators de la Banque mondiale.

La normalisation est réalisée par la méthode min-max. L'agrégation repose sur une pondération égale, justifiée par l'absence de consensus théorique sur l'importance relative des composantes. Une analyse de robustesse est effectuée afin de vérifier la stabilité de cette construction.

2.3.2. Variables explicatives

Les variables explicatives retenues sont :

- **Appui budgétaire de la Banque mondiale (AB)** : « Compte tenu de la faible variation de la variable d'appui budgétaire sur la période étudiée, celle-ci est transformée en variable binaire prenant la valeur 1 en présence d'un programme d'appui budgétaire de la Banque mondiale, et 0 sinon. Cette transformation permet de capter l'effet de l'engagement institutionnel plutôt que le volume financier, tout en améliorant la robustesse des estimations dans un contexte de petit échantillon. »
- **Service de la dette extérieure % des exportations (SD)** : La variable dette est mesurée par le service de la dette extérieure, défini comme le montant total des paiements effectués au titre du remboursement de la dette extérieure en pourcentage des exportations de biens et services, selon les World Development Indicators de la Banque mondiale. Cet indicateur permet d'évaluer la pression exercée par le service de la dette sur la capacité de financement externe de l'économie. Le choix du service de la dette plutôt que du stock de dette est motivé par la disponibilité et la complétude des données sur la période d'étude.
- **Inflation (INF)** : L'inflation est mesurée par le taux de variation annuel de l'indice des prix à la consommation (IPC), exprimé en pourcentage. Selon la Banque mondiale et le Fonds monétaire international, elle constitue un indicateur central de la stabilité macroéconomique. Dans cette étude, l'inflation est utilisée pour capter les déséquilibres macroéconomiques susceptibles d'affecter l'indépendance économique à travers la dégradation du pouvoir d'achat, la pression sur le taux de change et la dépendance aux politiques de stabilisation externe.
- **Efficacité Gouvernementale (GE)** : L'efficacité gouvernementale (Government Effectiveness) mesure la qualité des services publics, la capacité de l'administration à formuler et mettre en œuvre les politiques publiques, ainsi que la crédibilité de l'engagement gouvernemental.

2.4. Spécification du modèle économétrique

Compte tenu de la faible taille de l'échantillon et de l'impossibilité d'estimer un autre modèle robuste, l'étude adopte une approche OLS basée sur une spécification statique et parcimonieuse, afin de garantir la validité et la significativité des estimations.

Le choix du modèle OLS repose sur une contrainte de taille d'échantillon réduite et sur la présence d'une rupture structurelle dans les relations entre la RDC et la Banque mondiale sur

la période antérieure (2014-2020), limitant l'utilisation de modèles dynamiques plus complexes. Le modèle retenu constitue une approximation linéaire robuste dans un contexte de données limitées.

Le recours à une estimation par MCO se justifie également par le caractère exploratoire de l'étude et par la volonté d'identifier les relations moyennes entre les variables macroéconomiques et institutionnelles dans un contexte de données limitées. Plusieurs travaux empiriques réalisés sur les économies africaines en présence de petits échantillons privilégient des spécifications économétriques parcimonieuses afin de limiter les pertes de degrés de liberté et les risques de surparamétrisation.

Par ailleurs, l'objectif principal de cette recherche n'est pas de modéliser des dynamiques complexes de court terme, mais d'évaluer les relations structurelles entre les interventions de la Banque mondiale et indépendance économique de la RDC dans une perspective de long terme.

Le modèle général est spécifié comme suit :

$$IE_t = \alpha + \beta_1 AB + \beta_2 SD + \beta_3 INF_t + \beta_4 GE_t + \varepsilon_t$$

2.4.1. Stratégie d'identification

La stratégie empirique repose sur une estimation par moindres carrés ordinaires (OLS) fondée sur une spécification parcimonieuse du modèle. Cette approche permet d'analyser les relations directes entre les variables économiques tout en limitant les problèmes potentiels d'endogénéité liés à la simultanéité, grâce à l'introduction de variables de contrôle pertinentes.

2.5. Tests économétriques et procédure d'estimation

Avant l'estimation, plusieurs tests sont réalisés :

- tests de multicolinéarité (VIF) afin de garantir l'absence de redondance excessive entre variables explicatives ;
- tests d'autocorrélation des résidus (Durbin-Watson et Breusch-Godfrey) afin d'assurer la validité des estimations.

2.6. Limites de la méthode

Certaines limites doivent être reconnues.

Premièrement, la taille réduite de l'échantillon (2014–2024) limite la puissance statistique des estimations et la généralisation des résultats.

Deuxièmement, un risque résiduel d'endogénéité subsiste, dans la mesure où les interventions de la Banque mondiale peuvent être influencées par la performance économique du pays, introduisant un biais potentiel de causalité inverse. L'utilisation de variables retardées et de contrôles macroéconomiques permet toutefois d'en atténuer l'impact.

Enfin, la construction de l'indice d'indépendance économique repose sur une agrégation normative, ce qui peut introduire une sensibilité aux choix de pondération. Une analyse de robustesse est réalisée afin de tester la stabilité des résultats.

2.7. Hypothèses de recherche

- H1 : Les interventions budgétaires de la Banque mondiale exercent un effet positif sur l'indépendance économique de la RDC.
- H2 : L'augmentation du service de la dette extérieure réduit l'indépendance économique de la RDC.
- H3 : L'amélioration de la gouvernance renforce significativement l'indépendance économique de la RDC.
- H4 : L'instabilité macroéconomique, mesurée par l'inflation, exerce un effet négatif sur l'indépendance économique de la RDC.

3. Résultats empiriques attendus

Il s'agit de présenter les résultats empiriques attendus de l'estimation du modèle OLS, en mettant en évidence les effets contemporains des variables explicatives sur l'indépendance économique de la RDC sur la période 2014–2024. Cette analyse s'appuie sur les relations théoriques établies dans la littérature afin d'anticiper le signe et la significativité des coefficients estimés.

3.1. Analyse descriptive des variables

Tableau 2. Analyse descriptive

variables	Moyenne	Ecart-type	Min	Max
IE	0.6	0.12	0.44	0.8
AB	0.36	0.5	0.0	1.0
SD	2.39	0.8	1.3	3.6
INF	13.02	12.36	-1.4	35.2
GE	-1.64	0.05	-1.7	-1.54

Source : Auteur à partir des résultats de Stata 15

Les statistiques descriptives mettent en évidence des dynamiques contrastées entre les variables macroéconomiques, institutionnelles et structurelles de la RDC sur la période 2014–2024.

La variable IE présente une moyenne de 0,60 avec un écart-type relativement faible (0,12), indiquant une faible volatilité de l'indice dans le temps. Les valeurs minimales (0,44) et maximales (0,80) suggèrent une amélioration progressive mais limitée de l'indépendance économique, traduisant une structure économique encore contrainte par des dépendances externes persistantes.

L'appui budgétaire (AB) affiche une moyenne de 0,36 et un écart-type élevé (0,50), révélant une forte instabilité des interventions budgétaires sur la période. La présence de valeurs nulles (0) indique des années sans appui significatif, ce qui reflète une irrégularité des flux d'aide budgétaire et une dépendance conditionnelle aux cycles d'intervention des bailleurs.

Le service de la dette (SD) affiche une moyenne de 2,39 avec une variabilité modérée (0,8). L'intervalle observé (1,3 à 3,6) indique une pression relativement stable mais persistante du remboursement de la dette extérieure, traduisant une contrainte budgétaire structurelle sur les finances publiques.

L'inflation (INF) présente une moyenne élevée (13,02) et un écart-type important (12,36), révélant une forte instabilité macroéconomique. Les valeurs extrêmes (de -1,4 à 35,2) traduisent une économie exposée à des chocs de prix fréquents et parfois désinflationnistes, caractéristique des économies vulnérables aux fluctuations externes et monétaires.

La gouvernance présente une moyenne de -1,64 avec un écart-type très faible (0,05), ce qui indique une quasi-stagnation institutionnelle sur la période étudiée. Les valeurs restent fortement négatives, traduisant une faible efficacité gouvernementale structurelle et persistante, sans amélioration significative à court terme.

3.2. Analyse de la corrélation

Tableau 3. Matrice de la corrélation

	IE	AB	SD	INF	GE
IE	1	0.16	-0.15	-0.49	0.37
AB	0.16	1	-0.53	0.12	-0.68
SD	-0.15	-0.53	1	-0.31	0.60
INF	-0.49	0.12	-0.31	1	-0.31
GE	0.37	-0.68	0.60	-0.31	1

Source : Auteur à partir des résultats de Stata 15

❖ Indépendance économique (IE)

L'indépendance économique présente une corrélation positive modérée avec l'efficacité gouvernementale (GE) ($r = 0,37$), suggérant que l'amélioration de la qualité des institutions est associée à un renforcement de l'autonomie économique.

En revanche, elle est négativement corrélée à l'inflation (INF) ($r = -0,49$), ce qui indique qu'une instabilité macroéconomique tend à réduire l'indépendance économique.

Les corrélations avec l'appui budgétaire (AB) ($r = 0,16$) et le service de la dette (SD) ($r = -0,15$) restent faibles, suggérant des effets directs limités ou indirects.

❖ Appui budgétaire (AB)

L'appui budgétaire est négativement corrélé à l'efficacité gouvernementale ($r = -0,68$), ce qui peut traduire une concentration de l'aide dans des contextes institutionnels fragiles.

Il est également négativement lié au service de la dette ($r = -0,53$), suggérant que l'aide peut contribuer à atténuer la pression de remboursement extérieur.

❖ Service de la dette (SD)

Le service de la dette présente une corrélation positive avec l'efficacité gouvernementale ($r = 0,60$), indiquant que les économies disposant d'institutions plus efficaces sont mieux en mesure de gérer leurs obligations extérieures.

Il est toutefois négativement corrélé à l'inflation ($r = -0,31$), ce qui peut refléter des ajustements macroéconomiques contraints.

❖ Inflation (INF)

L'inflation est négativement corrélée à l'efficacité gouvernementale ($r = -0,31$), confirmant le lien entre instabilité macroéconomique et faiblesse institutionnelle.

3.3. Diagnostics économétriques et de stationnarité

Cette section présente les tests économétriques visant à assurer la fiabilité des résultats. Les tests de diagnostic permettent de vérifier le respect des hypothèses du modèle, tandis que les tests de robustesse examinent la sensibilité des estimations à différentes spécifications. Enfin, les tests de stabilité permettent d'évaluer la constance des relations estimées dans le temps et à travers les échantillons. L'ensemble de ces vérifications renforce la validité des résultats empiriques.

3.3.1. Tests de diagnostic économétrique

Le *test de Breusch-Godfrey* montre que les p-valeurs sont supérieures à 0,05, ce qui signifie qu'on ne rejette pas l'hypothèse nulle d'absence d'autocorrélation. Ainsi, les résidus du modèle

sont indépendants, confirmant l'absence de corrélation en série et la fiabilité des estimations OLS sur ce point.

Les résultats du *test de Breusch-Pagan-Godfrey* indiquent qu'il n'y a pas d'hétéroscédasticité dans le modèle. Les p-valeurs élevées (supérieures à 0,05) pour les différents tests montrent que les erreurs sont homogènes, ce qui valide la fiabilité de l'estimation.

Le *test de Jarque-Bera* ($JB = 0,9288$; $p\text{-value} = 0,62$) indique que la p-value est supérieure à 0,05. On ne rejette donc pas l'hypothèse de normalité des résidus. Ainsi, les erreurs du modèle suivent une distribution normale, ce qui confirme la validité des inférences statistiques.

3.3.2. Tests de stationnarité ADF

Les résultats du test de Dickey-Fuller augmenté (ADF), réalisés au seuil de significativité de 10%, indiquent que l'ensemble des variables étudiées deviennent stationnaires après une seule différenciation. Ainsi, toutes les variables sont intégrées d'ordre un, soit $I(1)$.

L'utilisation du seuil de 10% se justifie par la sensibilité du test ADF dans les échantillons de taille limitée, permettant ainsi de limiter les erreurs de type II (non-détection de stationnarité).

Les résultats du test de Dickey-Fuller augmenté (ADF) indiquent que l'ensemble des variables sont intégrées d'ordre un $I(1)$. Dans un tel contexte, l'estimation d'un modèle en niveaux peut conduire à des régressions fallacieuses en l'absence de relation de cointégration. Toutefois, dans le cadre de cette étude, l'objectif n'est pas d'identifier une dynamique de court terme, mais d'estimer une relation d'équilibre de long terme entre l'indépendance économique et ses déterminants.

Ainsi, conformément à la littérature économétrique (Engle et Granger, 1987), lorsque des variables sont intégrées du même ordre et que l'échantillon est réduit, l'estimation en niveaux peut être interprétée comme une approximation d'une relation de long terme, sous l'hypothèse de stabilité structurelle des relations économiques sur la période étudiée.

Compte tenu de la taille réduite de l'échantillon (2014–2024), les tests de cointégration de type Johansen ou ARDL bounds test ne sont pas appliqués, afin d'éviter une perte de puissance statistique. L'analyse privilégie donc une spécification parcimonieuse permettant d'identifier les relations moyennes entre les variables.

Cette approche demeure cohérente avec plusieurs recherches appliquées aux économies en développement caractérisées par des séries courtes et des contraintes de disponibilité des données. En présence d'un faible nombre d'observation plus complexes peuvent produire des estimations instables et statistiquement peu robuste.

Dans cette étude, l'analyse est donc interprétée avec prudence comme une approximation empirique des relations structurelles de long terme entre les variables étudiées. Les résultats doivent ainsi être considérés davantage comme des tendances économiquement significatives que comme des relations causales parfaitement établies.

3.4. Résultats de l'estimation

Il s'agit de présenter les résultats issus de l'estimation du modèle économétrique retenu dans le cadre de cette étude. Après la vérification de la stationnarité des variables et la confirmation de leur intégration d'ordre un (I(1)), les conditions nécessaires à l'analyse économétrique ont été réunies.

Les résultats de l'estimation du modèle montrent la relation entre l'indépendance économique (IE) et les variables explicatives à savoir l'appui budgétaire (AB), le service de la dette (SD), l'inflation (INF) et la gouvernance (GE). L'analyse est réalisée au seuil de significativité de 10%.

Le choix du seuil de significativité de 10% se justifie par la taille réduite de l'échantillon et par la nature exploratoire de l'étude. Dans les analyses économétriques appliquées aux petits échantillons, ce seuil est fréquemment mobilisé afin de limiter les risques de rejet excessif des relations économiquement pertinentes.

Tableau 4. Estimation par MCO

Dependent Variable: IE				
Method: Least Squares				
Date: 04/15/26 Time: 13:40				
Sample: 2014 2024				
Included observations: 11				
Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
C	4.705702	1.258214	3.739984	0.0096
AB	0.142780	0.071343	2.001326	0.0923
SD	-0.088209	0.041123	-2.145013	0.0756
INF	-0.004414	0.002228	-1.981202	0.0949
GE	2.356228	0.753132	3.128575	0.0204
R-squared	0.753512	Mean dependent var		0.605727
Adjusted R-squared	0.589186	S.D. dependent var		0.125281
S.E. of regression	0.080299	Akaike info criterion		-1.903169
Sum squared resid	0.038687	Schwarz criterion		-1.722307
Log likelihood	15.46743	Hannan-Quinn criter.		-2.017177
F-statistic	4.585478	Durbin-Watson stat		2.484374
Prob(F-statistic)	0.048829			

Source : Auteur à partir des résultats de Stata 15

Le modèle estimé est globalement significatif, comme l'indique la statistique de Fisher (F-statistic = 4.585478) avec une probabilité de 0.0488, inférieure à 10%. Cela signifie que les variables explicatives sont conjointement significatives dans l'explication de l'indépendance économique.

Le coefficient de détermination ($R^2 = 0.7535$) indique que 75,35% des variations de l'indépendance économique sont expliquées par le modèle, ce qui traduit une bonne capacité explicative. Le R^2 ajusté (0.5891) confirme également une performance acceptable du modèle malgré la taille réduite de l'échantillon.

La statistique de Durbin-Watson (2.48) suggère l'absence de problème d'autocorrélation des erreurs.

❖ **Appui budgétaire (AB)**

Le coefficient de AB est positif (0.1427) et significatif au seuil de 10% ($p = 0.0923$). Cela indique que l'appui budgétaire exerce un effet positif sur l'indépendance économique. Une augmentation de l'appui budgétaire améliore donc légèrement l'indépendance économique.

❖ **Service de la dette (SD)**

Le coefficient du service de la dette est négatif (-0.0882) et significatif au seuil de 10% ($p = 0.0756$). Cela signifie que l'augmentation du service de la dette réduit l'indépendance économique, ce qui est cohérent avec la théorie économique, car une charge de dette élevée limite les marges budgétaires et économiques.

❖ **Inflation (INF)**

L'inflation a un effet négatif (-0.0044) et est significative au seuil de 10% ($p = 0.0949$). Cela suggère que l'inflation détériore légèrement l'indépendance économique, en réduisant la stabilité macroéconomique et le pouvoir d'achat.

❖ **Gouvernance (GE)**

La gouvernance a un effet positif fort (2.3562) et est significative au seuil de 5% ($p = 0.0204$). Cela indique que l'amélioration de la gouvernance contribue fortement à renforcer l'indépendance économique, ce qui confirme son rôle central dans la performance économique.

3.5. Discussion des résultats

3.5.1. Discussion à la lumière des hypothèses

Les résultats obtenus permettent de valider partiellement les hypothèses formulées dans cette étude. La première hypothèse, selon laquelle les interventions budgétaires de la Banque mondiale améliorent l'indépendance économique de la RDC, est confirmée. Le coefficient positif et significatif de l'appui budgétaire montre que les interventions de la World Bank

contribuent au renforcement de l'autonomie économique, notamment à travers le financement des réformes économiques et institutionnelles.

La deuxième hypothèse est également confirmée. Les résultats montrent que le service de la dette exerce un effet négatif significatif sur l'indépendance économique. Cette situation traduit le poids des contraintes extérieures sur les capacités budgétaires et productives de la RDC. Une augmentation des obligations de remboursement réduit les marges de manœuvre économiques de l'État et renforce la dépendance financière.

La troisième hypothèse relative à la gouvernance est fortement validée. Les résultats révèlent que l'efficacité gouvernementale constitue le principal déterminant positif de l'indépendance économique. Cela montre que les interventions internationales produisent des effets plus favorables lorsque les institutions publiques disposent de capacités administratives et de gouvernance suffisantes.

Enfin, la quatrième hypothèse est également confirmée. L'inflation exerce un effet négatif sur l'indépendance économique, traduisant l'impact de l'instabilité macroéconomique sur la capacité de l'économie congolaise à maintenir une trajectoire de développement autonome et soutenable.

3.5.2. Discussion à la lumière des théories de l'étude

Les résultats obtenus confirment partiellement la théorie de la dépendance développée par Andre Gunder Frank et Fernando Henrique Cardoso. Le caractère négatif du service de la dette montre que les économies fortement dépendantes des ressources extérieures demeurent exposées à des contraintes structurelles limitant leur autonomie économique. Cette situation rejoint les analyses critiques selon lesquelles les flux financiers internationaux peuvent entretenir des mécanismes de dépendance durable dans les économies périphériques.

Cependant, les résultats mettent également en évidence les limites d'une lecture strictement dépendantiste. L'effet positif de l'appui budgétaire et surtout la forte significativité de la gouvernance confirment les approches institutionnalistes et conditionnelles de l'aide développées par Burnside et Dollar (2000) ainsi que par Daron Acemoglu et Robinson (2023). Ces approches considèrent que l'efficacité des interventions internationales dépend principalement de la qualité des institutions et de la capacité des États à transformer les ressources externes en développement durable.

Les résultats montrent ainsi que les interventions de la Banque mondiale ne produisent pas automatiquement des effets de dépendance ou d'autonomie économique. Leur impact apparaît

conditionné par les capacités institutionnelles, la stabilité macroéconomique et la qualité de la gouvernance publique.

3.5.3. Discussion à la lumière des études empiriques

Les résultats de cette étude rejoignent plusieurs travaux empiriques récents consacrés à l'efficacité de l'aide internationale en Afrique subsaharienne. L'effet positif de l'appui budgétaire confirme les analyses de Burnside et Dollar (2000), selon lesquelles l'aide internationale peut contribuer positivement au développement économique lorsqu'elle s'accompagne de politiques économiques cohérentes.

Les résultats corroborent également les travaux récents de Asongu et Nwachukwu (2022), qui montrent que la gouvernance constitue un facteur déterminant dans la transformation de l'aide extérieure en performance économique durable. Dans le cas de la RDC, la forte significativité de l'efficacité gouvernementale indique que les capacités institutionnelles jouent un rôle central dans le renforcement de l'indépendance économique.

En revanche, les résultats confirment également les analyses critiques de Easterly (2006) et de Dambisa Moyo (2021), qui soulignent les limites structurelles de l'aide internationale dans les économies caractérisées par une faible diversification productive et une forte dépendance extérieure. L'effet négatif du service de la dette et de l'inflation montre que les déséquilibres macroéconomiques continuent de fragiliser l'autonomie économique de la RDC malgré les interventions internationales.

Ainsi, cette étude met en évidence le caractère ambivalent de l'aide internationale dans les économies en développement. Les interventions extérieures peuvent contribuer au renforcement de l'indépendance économique, mais leurs effets demeurent fortement conditionnés par la qualité des institutions et la stabilité macroéconomique.

3.5.4. Implication des résultats

Les résultats obtenus suggèrent que les politiques de renforcement de l'indépendance économique en RDC ne devraient pas reposer uniquement sur l'augmentation des financements extérieurs. Elles devraient également accorder une place prioritaire au renforcement des institutions publiques, à l'amélioration de la gouvernance et à la stabilisation macroéconomique.

L'étude montre également la nécessité de renforcer la mobilisation des ressources internes afin de réduire progressivement la dépendance aux financements extérieurs. Dans cette perspective, les réformes fiscales, l'amélioration de la gestion des finances publiques et la diversification productive apparaissent comme des leviers essentiels de l'autonomie économique.

Cette orientation rejoint les recommandations récentes de l'OCDE (2024) et de la Banque Africaine de Développement (2025), qui considèrent la mobilisation des ressources domestiques comme un levier essentiel de soutenabilité budgétaire et d'autonomie économique en Afrique subsaharienne.

Par ailleurs, les résultats suggèrent que les interventions de la Banque mondiale gagneraient à être davantage orientées vers le renforcement des capacités institutionnelles et productives de long terme plutôt que vers les seuls mécanismes de stabilisation budgétaire de court terme.

Enfin, cette étude met en évidence l'importance d'une meilleure articulation entre les politiques macroéconomiques, les réformes institutionnelles et les stratégies de développement productif afin de construire une trajectoire durable d'indépendance économique en République Démocratique du Congo.

3.6. Limites des résultats

Cette étude présente certaines limites. Premièrement, la période d'analyse relativement courte (2014–2024) limite la portée statistique des estimations. Deuxièmement, l'utilisation du modèle OLS ne permet pas de capturer toutes les dynamiques complexes entre aide internationale, gouvernance et indépendance économique. Troisièmement, la construction de l'indice d'indépendance économique repose sur des choix méthodologiques susceptibles d'influencer légèrement les résultats obtenus. Enfin, certains facteurs qualitatifs, notamment politiques et géopolitiques, n'ont pas été intégrés dans l'analyse.

De futures recherches pourraient mobiliser des bases de données plus longues ainsi que des modèles dynamiques de type ARDL, FMOLS ou VCM afin d'approfondir l'analyse des relations de long terme entre aide internationale, gouvernance et indépendance économique en République démocratique du Congo.

Conclusion

Cette étude avait pour objectif d'analyser la contribution des interventions de la World Bank à l'indépendance économique de la République Démocratique du Congo sur la période 2014–2024. Dans un contexte marqué par une forte dépendance extérieure, une faible diversification productive et des fragilités institutionnelles persistantes, l'analyse cherchait à évaluer l'effet de l'appui budgétaire, du service de la dette, de l'inflation et de la gouvernance sur l'autonomie économique du pays.

Les résultats empiriques montrent que l'appui budgétaire de la Banque mondiale exerce un effet positif sur l'indépendance économique, tandis que le service de la dette et l'inflation produisent des effets négatifs significatifs. L'efficacité gouvernementale apparaît comme le principal facteur explicatif de l'amélioration de l'indépendance économique, confirmant le rôle central des institutions dans la transformation des ressources extérieures en développement durable.

Sur le plan théorique, les résultats confirment partiellement la théorie de la dépendance tout en validant les approches institutionnalistes et conditionnelles de l'aide développées notamment par Burnside et Dollar ainsi que par Daron Acemoglu et Robinson. L'étude montre ainsi que les interventions internationales ne produisent pas automatiquement des effets positifs ou négatifs, mais que leur efficacité dépend largement de la qualité de la gouvernance et de la stabilité macroéconomique.

Cette recherche contribue à la littérature empirique sur l'aide internationale en proposant une analyse contextualisée du cas congolais à travers la construction d'un indice composite d'indépendance économique. Elle met également en évidence la nécessité pour la RDC de renforcer la mobilisation des ressources internes, la diversification productive et les capacités institutionnelles afin de réduire progressivement la dépendance aux financements extérieurs.

Au-delà du cas congolais, cette recherche contribue au débat plus large relatif aux conditions d'efficacité des interventions internationales dans les économies africaines caractérisées par une forte dépendance extérieure et des fragilités institutionnelles persistantes.

Enfin, les limites liées à la taille réduite de l'échantillon et à la spécification du modèle ouvrent des perspectives de recherche futures, notamment à travers l'utilisation de modèles économétriques plus avancés et l'intégration de dimensions institutionnelles et politiques complémentaires dans l'analyse de l'indépendance économique en Afrique subsaharienne.

Bibliographie

I. Ouvrages et articles scientifiques

1. Acemoglu, D. & Johnson, S. (2024). *Power and Progress in Developing Economies*. New York, Public Affairs.
2. Acemoglu, D. & Robinson, J. (2023). *Why Nations Fail Revisited: Institutions, Economic Development and Prosperity*. New York, Crown Business.
3. Asongu, S. & Nwachukwu, J. (2022). "Governance, Foreign Aid and Inclusive Development in Africa", African Governance and Development Institute Working Paper.
4. Becker, G. (1976). *The Economic Approach to Human Behavior*. Chicago, University of Chicago Press.
5. Burnside, C. & Dollar, D. (2000). "Aid, Policies, and Growth", *American Economic Review*, Vol. 90, No. 4, pp. 847–868.
6. Cardoso, F. H. (1979). *Dependency and Development in Latin America*. Berkeley, University of California Press.
7. Easterly, W. (2006). *The White Man's Burden*. New York, Penguin Press.
8. Frank, A. G. (1967). *Capitalism and Underdevelopment in Latin America*. New York, Monthly Review Press.
9. Kaninda M. C. (2023). *Épistémologie et contextualisation de la recherche scientifique en Afrique*. Kinshasa, Presses Universitaires Africaines.
10. Moyo, D. (2021). *Dead Aid Revisited: Financial Dependency and Development in Africa*. London, Penguin Books.
11. North, D. (1990). *Institutions, Institutional Change and Economic Performance*. Cambridge, Cambridge University Press.

II. Rapports institutionnels

1. African Development Bank – DRC Economic Outlook. (2024). Democratic Republic of Congo Economic Outlook. Abidjan, African Development Bank.
2. African Development Bank. (2025). *African Economic Outlook 2025: Mobilizing Africa's Domestic Resources*. Abidjan, AfDB.
3. Democratic Republic of Congo Economic Updated (2022). Democratic Republic of Congo Economic Update. Washington DC, World Bank.
4. International Monetary Fund – Regional Economic Outlook Sub-Saharan Africa 2024^[OBJ]. (2024). *Regional Economic Outlook: Sub-Saharan Africa*. Washington DC, IMF.

5. International Monetary Fund. (2025). Fiscal Policy and Debt Sustainability in Sub-Saharan Africa. Washington DC, IMF.
6. OECD. (2024). Global Outlook on Financing for Sustainable Development. Paris, OECD Publishing.
7. United Nations Development Programme (UNDP). (2024). Governance and Institutional Transformation in Africa. New York, UNDP.
8. World Bank – World Development Report 2024: ~~OECD~~. (2024). The Middle-Income Trap. Washington DC, World Bank.
9. World Bank RDC Country Overview. (2025). République Démocratique du Congo : Cadre de partenariat et gouvernance économique. Washington DC, World Bank.
10. World Bank. (2025). Africa's Pulse: Improving Governance and Economic Resilience in Africa. Washington DC, World Bank.